

l'Amérique centrale et les Antilles vers le milieu de 1982. De façon générale, j'ai pu constater le bien-fondé de la politique canadienne, et tout particulièrement des dispositions visant à favoriser un développement économique pacifique, à soutenir les initiatives de paix régionales, à accorder plus d'attention au problème des réfugiés et à demeurer éveillé aux problèmes de la pauvreté et aux objectifs de notre programme d'aide. Il a également été question d'interventions de l'extérieur dans les conflits régionaux, problème que l'ancien président du Sous-comité, M. Maurice Dupras, a mis en évidence la semaine dernière à Washington.

Cette visite m'a également fait prendre davantage conscience de la fragilité du rôle extrêmement important que le Groupe de Contadora est appelé à jouer. L'action du Groupe a été l'un des principaux points traités pendant mon séjour, et tout particulièrement en Colombie.

J'ai pu constater qu'il régnait un certain pessimisme quant aux chances de réussite du Groupe de Contadora et que les tensions étaient de plus en plus vives. L'un des facteurs clés qui explique ce tableau plutôt sombre est l'absence d'une base d'entente mutuellement acceptable entre le Nicaragua et les États-Unis, malgré la volonté déclarée des deux parties de trouver un modus vivendi.

Plus tôt cette année, les pays membres du Groupe de Contadora ont mis sur pied trois commissions chargées d'étudier diverses questions économiques, politiques et de sécurité. À ce dernier chapitre, les éléments clés étaient les niveaux des forces, la vérification et la démilitarisation. En février dernier, lors de la visite à Ottawa du ministre colombien des Affaires étrangères, M. Lloreda, j'ai mentionné que le Canada serait heureux de collaborer avec ces commissions d'une manière que les ministres des pays membres du Groupe de Contadora pourraient trouver constructive et appropriée. Malgré l'enthousiasme qu'a suscité cette offre dans plusieurs capitales, celle-ci n'a eu pour ainsi dire aucune suite. Les commissions ont présenté leurs rapports aux ministres des pays membres du Groupe de Contadora et aux pays d'Amérique centrale. Toutefois, les travaux se poursuivent et l'offre du Canada tient toujours.

Malgré l'énormité des obstacles à surmonter et le sentiment de pessimisme on ne peut plus réel qui assombrit l'avenir du Groupe de Contadora, je continue de croire que celui-ci est le seul instrument international capable de ramener la paix en Amérique centrale. Les dirigeants politiques avec lesquels j'ai discuté en Colombie et en Amérique centrale, tout comme le Président et le ministre